

**IMPACT DE LA CRISE POLITIQUE SUR LE BIEN ETRE DES MENAGES :
LES RESULTATS D'UNE EVALUATION PAR DES FOCUS GROUPS
COMMUNAUX¹**

Introduction

Grâce aux médias, les *faits* liés à la crise politique qui sévit à Madagascar depuis le mois de janvier 2002 sont largement connus: difficultés de circuler à cause des barrages établis sur les principaux axes routiers et du dynamitage de certains ponts, chômage technique dans les secteurs touristique et textile et la plupart des zones franches et ralentissement général de l'activité économique. Cependant des questions demeurent quant aux *effets* exacts sur le bien être de la population. Ce document a pour but d'y apporter quelques éléments de réponse en se basant sur une comparaison spatio-temporelle des quatre indicateurs suivants: les revenus, l'état de santé, le taux de scolarisation et le taux de mortalité infantile. Les trois périodes de comparaison sont avril-mai 2001, avril-mai 2002 et une projection dans 2 mois si la situation reste la même.

Les données ont été collectées auprès de focus groups dans 72 communes dans les provinces d'Antananarivo, Fianarantsoa et Mahajanga. Cette méthode a pour l'avantage d'être rapide mais l'inconvénient d'être sujette à une certaine subjectivité des répondants. Afin d'assurer une bonne représentativité géographique, les communes ont été sélectionnées sur 3 critères d'éloignement variant de proche à éloigné de la capitale provinciale. Les résultats sont comme suit.

1. Perception des effets de la crise sur les revenus

a. Le revenu d'une personne moyenne se retrouve à juste un peu plus de la moitié de son niveau de l'année dernière.

Selon les focus groups, le revenu d'une personne moyenne ne représente plus que 56% de celui qu'elle percevait à la même période l'année dernière (tableau 1), montrant ainsi l'importance des effets négatifs de la crise sur la population. En

outre, pour 76% des communes, la crise a engendré une baisse des revenus allant même jusqu'à une très forte baisse pour 25% d'entre elles.

b. Les communes de Fianarantsoa et de Mahajanga ont été beaucoup plus touchées que celles d'Antananarivo.

Alors qu'à Antananarivo, la baisse du revenu moyen ne serait que de 25%, à Fianarantsoa et à Mahajanga, ce déclin est respectivement de 54% et de 52% (tableau 1). Seules 17% des communes de Antananarivo ont enregistré une hausse de revenus. Il s'agit des communes exportatrices de riz ou situées à proximité des capitales provinciales ou encore desservies par une route bitumée¹. Il est possible que ces communes aient bénéficié de la baisse de concurrence dans l'approvisionnement de la capitale, entraînée par la situation actuelle.

c. L'impact de la crise sur les revenus a été exacerbé pour les communes situées à proximité d'un barrage, celles qui sont non desservies par une route bitumée et pour celles qui n'ont pas du tout eu accès aux stocks de carburant.

C'est le cas par exemple des communes de Belalanana et de Maevatanana (Mahajanga) où un barrage a été érigé. Le revenu moyen y a chuté de plus de 50%. Ikalavony (Fianarantsoa), région productrice de riz mais enclavée, se retrouve aussi dans cette catégorie. La non disponibilité du carburant y a non seulement entraîné une forte augmentation des prix de transport mais aussi une impossibilité d'exporter les récoltes en dehors de la

¹ Ce groupe comprend les communes du fivondronana de Marovoay (Mahajanga), et celles d'Ankazobe (Antananarivo). Toutefois, les informations disponibles indiqueraient que les effets de la crise se feront sentir un peu plus tard. Ainsi, à Ambohitromby (fivondronana d'Ankazobe) ou le revenu moyen est estimé avoir augmenté de 25% par rapport à la même période l'année dernière, les autres indicateurs de bien être ont stagné au mieux sinon se sont empirés

commune. Pour les communes desservies par une route bitumée et qui ont pu se ravitailler en carburant, les effets ont été moins ressentis.²

d. Dans près de la moitié des communes, l'insuffisance de collecteurs a entraîné une forte chute des prix agricoles, réduisant ainsi leurs revenus.

C'est particulièrement le cas à Fianarantsoa et à Mahajanga où cette proportion représente 75% et 48% respectivement. Les communes éloignées de la capitale provinciale sont parmi les plus touchées. Les collecteurs ne sont pas venus comme toutes les autres années. Aussi, du fait du manque de possibilité de stockage, une partie de la récolte du moment a été réduite à pourrir, réduisant ainsi les revenus des petits producteurs. De plus, les rentrées d'argent espérées par les collecteurs-commerçants s'étant amoindries par rapport à l'année dernière, ceux-ci ont tenté de récupérer ces pertes à travers des marges élevées sur les PPN et autres marchandises. Les petits producteurs se retrouvant dans une situation critique du fait de cette inflation soudaine, ont pour la plupart été obligés de s'endetter auprès de ces mêmes commerçants-collecteurs.

Ces transactions impliquent souvent l'échange de PPN contre les futures récoltes. Hors, à cause de leurs coûts plus élevés et profitant d'une position de monopole, les commerçants-collecteurs ont poussé les prix des produits agricoles à la baisse, diminuant ainsi les termes de l'échange des petits producteurs. L'effet final de cet engrenage est un plus grand appauvrissement des petits producteurs par rapport à l'année précédente.

e. Dans 16% des communes, la crise et le ralentissement de l'économie qui a suivi a entraîné la disparition des autres activités génératrices de revenus.

La diminution de la demande en général, conséquence du ralentissement de l'économie a réduit la disponibilité et la rentabilité des activités génératrices de revenu en dehors du secteur agricole. C'est le cas par exemple des petits commerces ou encore des activités artisanales.³ Il est aussi probable que les barrages et le manque de carburants ont ralenti les déplacements pourvoyeurs de clients pour les "hotely" et restaurants des bords

² Ainsi, à Ambalavao (Fianarantsoa) où il a été possible de se ravitailler en carburant à Toliary, le revenu d'une personne moyenne s'est retrouvé à 67% du niveau de l'année précédente, nettement au dessus de la moyenne provinciale.

³ Les communes d'Ambositra (Fianarantsoa), où les revenus d'une personne moyenne a chuté de 50% constituent un exemple de cette dernière catégorie.

de route. Ceci a contribué à faire disparaître les débouchés du secteur de la restauration pour les produits agricoles et d'élevage.

f. Dans certaines communes, l'existence d'un problème antérieur à la crise a rendu les habitants plus vulnérables aux effets de la crise.

Dans les régions qui ont déjà fait l'objet d'un choc important il y a quelques mois, la crise a précipité les plus vulnérables dans une situation de précarité. 31% des focus groups qui ont déclaré avoir subi une baisse de revenus ne mettent pas un lien direct entre ce fait et la crise, indiquant par là une situation où les ménages subissent encore les effets de chocs antérieurs. C'est le cas dans les régions qui ont subi un arrêt d'activités économiques important, un cataclysme naturel ou encore une baisse spectaculaire du prix de leurs cultures de rente.⁴

2. Perception des effets de la crise sur la sécurité alimentaire

a. Selon les focus groups, la proportion de ceux qui ont quelques problèmes pour manger durant l'année a augmenté de 32% en avril 2001 à 42% en avril 2002. Si la situation reste la même, les focus groups estiment qu'un peu moins de la moitié de la population pourrait se retrouver dans cette catégorie.

L'augmentation des prix de PPN a touché toutes les couches sociales. Les budgets des ménages moyens étant très sensibles à de tels changements, la crise les a précipité dans une situation d'insécurité alimentaire pour une partie de l'année. Graphique 1 montre que ce sont les communes de Fianarantsoa qui se retrouvent le plus dans cette catégorie. Ceci est confirmé par une analyse de la période de soudure basée sur les données du recensement communes qui montre que c'est à Fianarantsoa que la période de soudure démarre le plus tôt.

⁴ A Mitsinjo (Mahajanga), par exemple, le non-paiement des salaires des employés de la SIRAMA depuis 6 mois a diminué la capacité des habitants de faire face aux imprévus liés à la crise. De plus, les goulots d'étranglement entraînés par l'augmentation des prix du transport ont engendré une perte des revenus liés à la vente de poissons d'eau douce, une des principales sources de revenus du fivondronana.

b. La crise a engendré une augmentation de la proportion de ceux qui sont complètement démunis de 12% à 16%. Les répondants pensent que cette proportion augmentera à 23% dans deux mois si la situation reste la même.

Il est clair que la crise a entraîné un plus grand appauvrissement de ceux qui auparavant étaient déjà dans une situation critique. Comme illustré par le graphique 2, ce sont des communes d'Antananarivo qui sont le plus touchées. Aussi bien dans les communes où le revenu moyen a diminué que dans celles où celui-ci a stagné ou augmenté, une comparaison entre avril-mai 2001 et dans 2 mois montre qu'à terme, beaucoup iront rejoindre les rangs de ceux qui sont complètement démunis. Pour faire face à l'inflation des PPN, les plus pauvres ont dû augmenter la quantité commercialisée de leurs récoltes, s'exposant de ce fait à des risques de rupture de stock anticipés par rapport aux autres années.

Dans la plupart des communes enclavées, il se passe un processus plus ou moins identique, à seule différence près que moins de liquidités circulent. En effet, l'augmentation des prix de PPN a aggravé le cercle vicieux de l'endettement que subit ceux qui sont déjà dans une situation d'extrême pauvreté. Du fait de la diminution des termes de l'échange de leurs produits, le stock de riz disponible actuellement sera rapidement épuisé en paiement de ces dettes, les réduisant à une situation d'insécurité alimentaire plus aiguë que les autres années. De plus, une partie des plus touchés mettent leurs rizières en location afin de pouvoir honorer leurs dettes. Souvent, ce type d'accord enlève le propriétaire de tout droit sur les récoltes pendant une durée bien déterminée. Cependant, ladite durée peut être augmentée indéfiniment au gré des dettes contractées par le propriétaire. La non-disponibilité de ces rizières pour les récoltes futures pourra entraîner une crise alimentaire encore plus aiguë pour cette couche de la population.

3. Effets de la crise sur les secteurs sociaux

3.1. Perception des effets de la crise sur l'état de santé

a. Dans un peu moins de la moitié des communes, les habitants ont subi au moins une baisse de leur état de santé, sinon une très forte baisse pour 12% d'entre elles (graphique 3).

48% des focus groups pensent que cette dégradation de leur état de santé est due à l'augmentation des dépenses de santé. Seules 4% d'entre eux attribuent ce changement à la fermeture de certains centres de santé. Cependant, si

pratiquement toutes les communes de Antananarivo et de Mahajanga mettent cela sur le compte de la crise, seules 12.5% des communes qui ont subi une très forte baisse à Fianarantsoa pensent de même. Il semblerait donc que l'augmentation de tels frais ait été antérieure à la crise.

3.2. Perception des effets de la crise sur le taux de mortalité infantile

a. Dans 11% des communes visitées, le taux de mortalité infantile a augmenté par rapport à l'année dernière (graphique 7). La plupart de ces communes sont soit difficile d'accès, rendant ainsi difficile tout trajet vers un centre hospitalier, soit suffisamment proches des barrages pour en subir les conséquences.

50% des focus groups concernés pensent que cette détérioration est due à l'augmentation des frais de santé. En outre, le nombre de femmes ayant eu recours aux matrones traditionnelles a augmenté, du fait des difficultés de transport. Hors, en général la qualité de ces soins n'égale pas celle des hôpitaux. D'autre part, le taux de fréquentation des centres de santé a diminué pour les soins prénataux depuis le début de la crise, augmentant ainsi les incertitudes quant à la date exacte de l'accouchement et les risques liés à un manque de préparation.

3.3. Perception des effets de la crise sur le taux de scolarisation

a. Seules 25% des communes disent avoir subi un impact négatif de la crise sur le taux de scolarisation (graphique 4).

Pour la plupart des communes, l'augmentation des dépenses scolaires est la cause principale de la diminution du taux de scolarisation. C'est à Mahajanga que l'on retrouve les plus fortes baisses de taux de scolarisation. La diminution du revenu salarial y est citée comme étant l'une des raisons principales de ce changement. En effet, c'est aussi dans cette région que l'on retrouve l'une des plus fortes diminutions de revenus.

3.4. Perception des effets de la crise sur les dépenses de santé et de scolarité

a. Ceux qui ont quelques problèmes pour payer les frais de santé et d'éducation représentent 38% de la population des communes visitées en mai 2002, contre 27% en avril 2001. Les répondants pensent que ce taux restera stable d'ici deux mois.

Ceci confirme l'appauvrissement de ceux qui auparavant arrivaient tant bien que mal à assurer ces dépenses. Pour les ménages situés juste au dessus de la ligne de pauvreté, à la suite d'un choc

tel que l'augmentation des prix des PPN, les liquidités disponibles ne suffisent plus pour faire face à d'autres dépenses. Les prévisions de stabilité de ce taux confirment la tendance générale des résultats des études sur la dynamique de la pauvreté. En effet, il arrive souvent que le nombre de pauvres de façon temporaire soit très élevé au lendemain d'un choc et se stabilise par la suite.

b. La proportion de ceux qui ne peuvent pas payer les dépenses d'éducation et de santé a augmenté de 13 à 19%. Ce taux est estimé augmenter à 28% dans deux mois si la situation reste la même.

L'augmentation initiale de la proportion de ceux qui ne peuvent pas du tout honorer les frais de santé et d'éducation est peu importante comparée à celle de la catégorie ci-dessus. Cependant, la prévision de montée de 10 points de cette même proportion d'ici deux mois indique un épuisement des possibilités de recours disponibles à cette tranche de la population. Les plus pauvres ont ainsi moins de possibilité de se ressaisir et par conséquent mettent plus de temps pour amortir les effets de la crise économique et politique actuelle.

Alors que les communes de Fianarantsoa et de Mahajanga font état d'une augmentation de 6-7 points, c'est à Antananarivo que l'on constate le plus fort pessimisme sur les projections pour dans 2 mois. En moyenne, les communes Tananariviennes font état d'une augmentation probable de la proportion de ceux qui ne pourront plus payer ces frais de 24% en avril 2002 à 38% d'ici deux mois.⁵

4. Stratégies pour amortir les effets de la crise

A plusieurs reprises, les focus groups font état du climat de stress et d'incertitudes engendré par la crise. Les ménages ont été réduits à adopter un certain nombre de stratégies de survie.

4.1. Les stratégies adoptées

a. Augmentation de la quantité de riz commercialisée.

Comme vu précédemment, certains ménages ont augmenté leur vente de riz afin de faire face à l'augmentation des prix des PPN.

⁵ Ainsi à Ambohitromby (fivondronana d' Ankazobe) ou le revenu moyen est estimé avoir augmenté de 25%, alors que la proportion de ceux qui sont à l'aise pour payer les dépenses de santé et d'éducation est jugée être restée stable à 40% par rapport à Avril 2001, les habitants estiment que dans 2 mois, seuls 20% de la population locale feront partie de cette catégorie.

b. Location de rizières et vente de bétails

La diminution des revenus agricoles et l'augmentation en parallèle des prix des PPN a entraîné une détérioration du pouvoir d'achat des paysans. Afin de faire face aux dépenses nécessaires, beaucoup font recours à la location temporaire de leurs rizières. Cette pratique est appelée 'debaka' dans le sud est de Fianarantsoa. Les ménages qui sont complètement démunis rentrent ainsi dans un engrenage où la durée de location de leurs rizières est augmentée afin d'obtenir encore plus de prêts.

Ceux qui peuvent encore se le permettre ont aussi recours à la vente de bétail. Cependant, en avril-mai, lors de l'augmentation du vol de bétail dans certaines régions, beaucoup ont préféré vendre leur bétail à un prix moindre plutôt que de risquer de le perdre.

c. Vols de culture

Pour 21% des communes, le problème du vol des cultures est resté au même niveau qu'à la même période l'année dernière. Cependant, il a atteint un point critique dans 7% des communes visitées.⁶ L'augmentation du recours à cet acte d'extrême détresse indique la gravité de la situation.

d. Retour au village d'une partie des chômeurs techniques.

Dans l'ensemble, il y a eu très peu de mouvements migratoires. Quelques communes des alentours des capitales provinciales ont eu un afflux de migrants 34% d'entre eux sont des chômeurs techniques qui ont encore de la famille au village.⁷ Ce retour signifie entre autres l'arrêt des envois d'argent des migrants, paupérisant ainsi davantage les communautés villageoises.

4.2. Les conséquences de la crise sur des stratégies antérieures

a. Raréfaction du crédit informel à cause l'augmentation des risques liés aux prêts.

L'offre de crédit informelle s'est raréfiée à la suite de la crise. Parmi les raisons citées, on retrouve

⁶ Parmi celles-ci se trouvent Anosiala (Ambohidratrimo) Ambohitromby et Fihaona (Ankazobe) et Ampefy (Soavinandriana) dans la province de Antananarivo. Dans le fivondronana de Farafangana (Fianarantsoa), le vol de cultures est devenu problématique à Vohimasy et Antseranambe, alors qu'il s'est empiré à Andemaka et Ilakatra de Vohipeno.

⁷ Ainsi dans les communes d' Ankazobe, entre 20 et 150 personnes se sont installées depuis le début de la crise, alors qu'à Andriamasina, plus de 1500 personnes sont arrivées.

principalement la raréfaction des prêteurs d'argent due aux risques élevés engendrés par la crise. En effet, à trois mois dans la crise, dans un contexte où les banques se retrouvent avec une trésorerie limitée, les liquidités sont devenues une denrée rare à laquelle s'accrochent les rares privilégiés qui en disposent encore.

b. La crise a entraîné une certaine érosion de la cohésion sociale

À plusieurs reprises, les focus groups font état du manque de confiance accru entre les gens, fait indicateur de la diminution de la cohésion sociale. Si auparavant, les plus pauvres pouvaient recourir aux plus riches en cas de difficulté, cette situation est en train de changer. La crise ayant touché toutes les classes sociales, beaucoup font état de l'impossibilité désormais d'emprunter de l'argent à ceux qui auparavant étaient les piliers de la communauté. Ceci est particulièrement inquiétant étant donné le rôle présumé joué par les systèmes d'entraide communautaire dans l'allègement des difficultés de ceux qui sont les plus vulnérables.

Conclusions

Cette analyse a montré que les facteurs économiques de la crise ont eu des effets négatifs assez conséquents sur le bien-être de la population. La crise a surtout amené une diminution des revenus, une détérioration de l'état de santé et une aggravation de l'insécurité alimentaire.

En ce qui concerne les effets négatifs sur le revenu, les mesures de normalisation de la disponibilité du carburant contribueront à relancer les activités non-agricoles génératrices de revenu. Il est aussi nécessaire de créer un climat de confiance qui permettra de relancer la demande.

Pour beaucoup de ménages, la crise s'est ajoutée à la panoplie de chocs auxquels ils sont sujets en temps normal. L'effet cumulatif de ces chocs les appauvrira davantage. Cette étude a aussi montré que l'insécurité alimentaire des paysans les plus pauvres s'aggravera dans les mois à venir. Des actions d'assistance visant à absorber cette tendance sont requises. Des études complémentaires sur l'identification des populations cibles constitueront un premier pas dans ce sens.

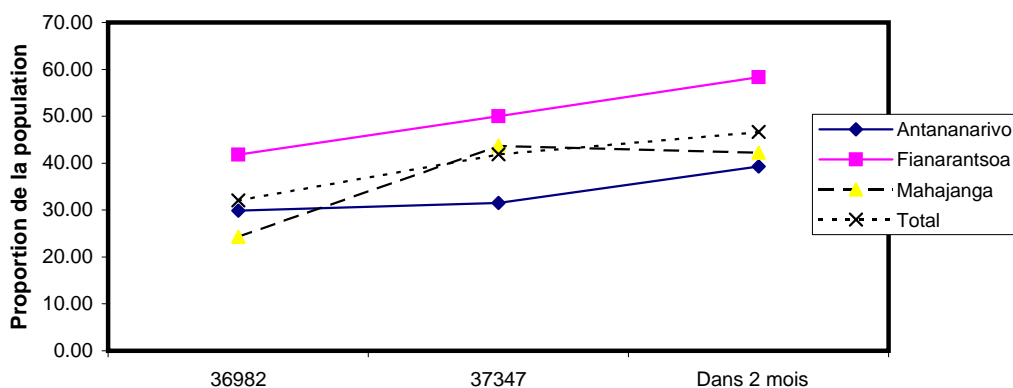
La crise a aussi engendré le retard de démarrage des projets de développement prévus pour cette année et parfois même l'arrêt de ceux qui étaient déjà en cours. Aussi, dans un premier temps, une adaptation des actions planifiées ou déjà engagées à la situation actuelle pourra s'avérer utile.

ⁱ Ce programme est financé par l'USAID, Projet "Analyse Economique Améliorée pour la Prise de Décision à Madagascar", Cornell University, Cooperative Agreement No. 687-00-00-00093-00. Ce policy brief intègre l'étude sur "La crise politique : impacts économiques et sociaux et implications sur les politiques". Pour tout complément d'information, suggestions ou demande d'accès aux données, veuillez contacter le Programme Ilo. Cette note a été préparée par Milaso Chereb Robson (Programme Ilo) et Bart Minten (Programme Ilo).

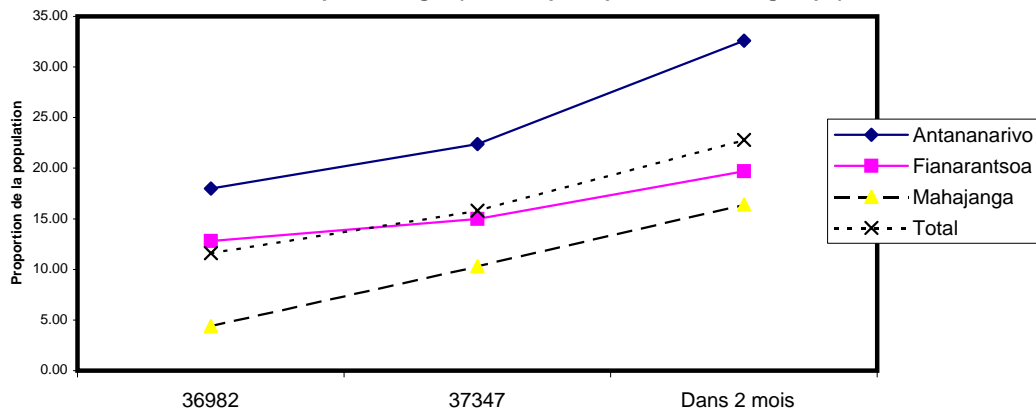
Tableau 1: Perception de l'évolution des revenus par les focus groups

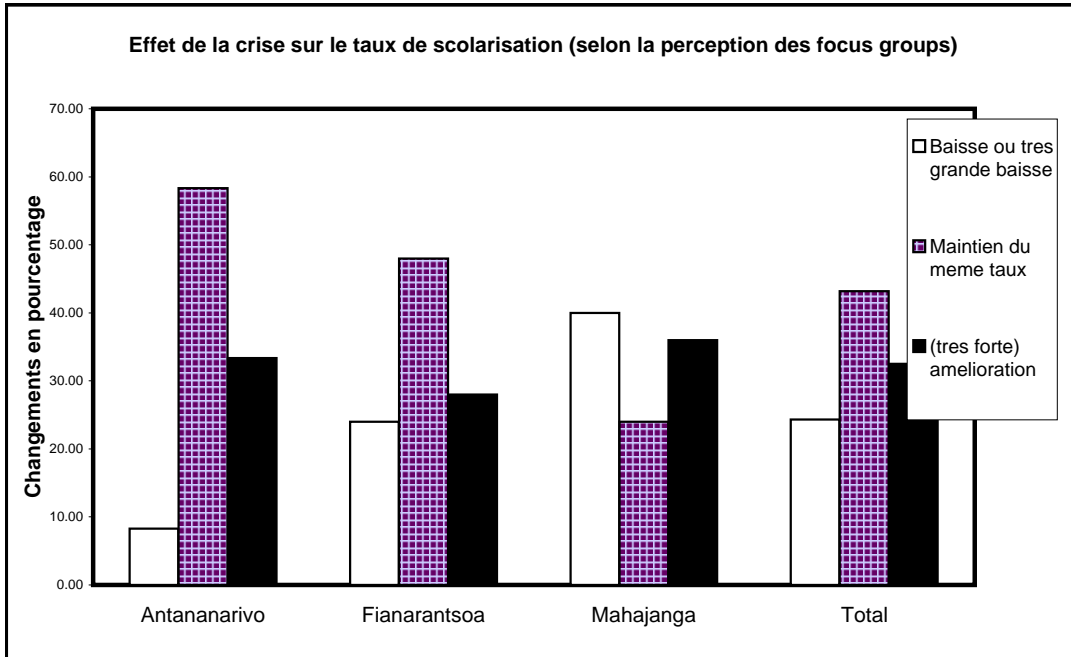
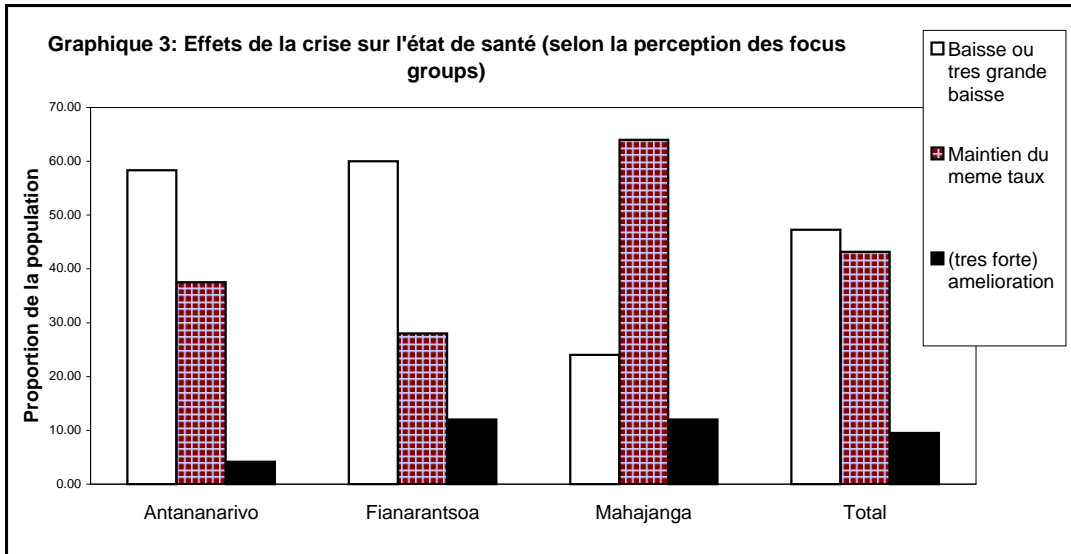
	Part du revenu d'avril-mai 2002/ revenu an passé		Proportion des communes qui ont eu les changements suivants			
	Moyenne	Médian	Très grande baisse	Baisse	Maintien au meme niveau	Augmentation
Antananarivo	74	75	25	46	12	17
Fianarantsoa	46	50	28	48	24	0
Mahajanga	48	50	24	60	16	0
Total	56	50	26	51	18	5

Graphique 1: Effets de la crise sur la proportion de ceux qui ont des problèmes temporaires pour manger (selon la perception des focus groups)

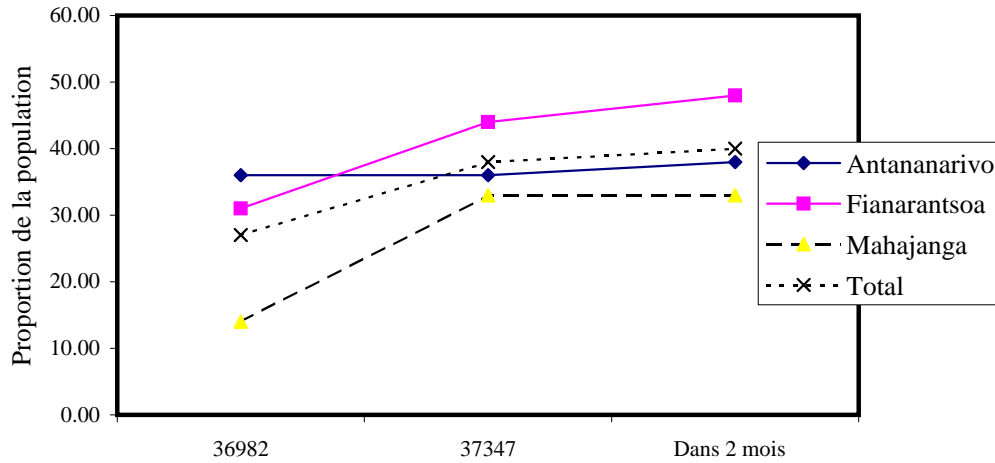


Graphique 2: Effets de la crise sur la proportion de ceux qui ont des problèmes toute l'année pour manger (selon la perception des focus groups)

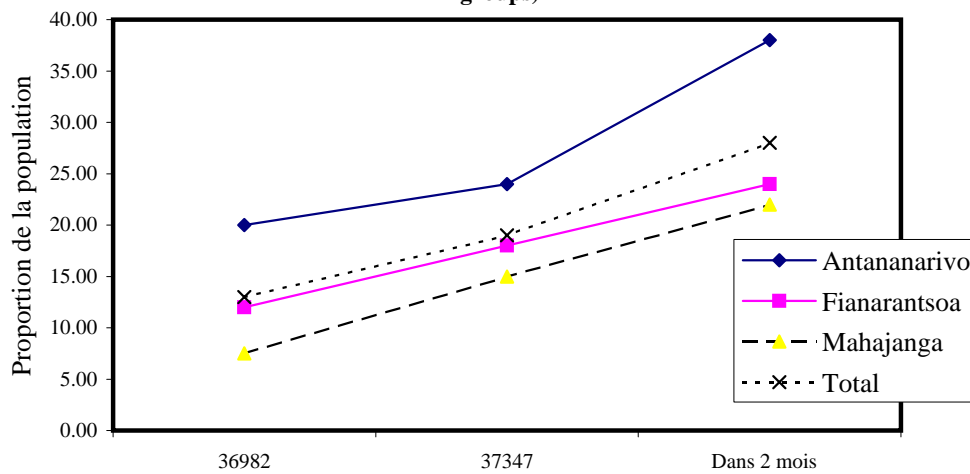




Graphique 5: Effets de la crise sur la proportion de ceux qui ont quelque problèmes pour payer les dépenses de santé et d'éducation (selon la perception des focus groups)



Graphique 6: Effets de la crise sur la proportion de ceux qui ne peuvent pas payer les dépenses de santé et d'éducation (selon la perception des focus groups)



Graphique 7: Effets de la crise sur le taux de mortalité infantile (selon la perception des focus groups)

